

Notre Intérêt commun : le rapport de la Commission pour l'Afrique

Partage international n° [201](#) - Mai 2005

par James Bernard Quilligan

Une nouvelle équipe économique nord-sud, la Commission pour l'Afrique, a publié en mars 2005 un plan de 400 pages pour le développement de ce continent. Intitulé *Notre Intérêt commun*, ce rapport présente une série de propositions qui seront discutées cette année, au G8, à l'Union européenne et lors de plusieurs conférences internationales. Lancée par le premier ministre britannique Tony Blair, cette commission comprend des économistes et des hommes politiques issus de neuf pays africains, de cinq pays occidentaux et de la Chine. Ce « Plan Blair » appelle à un partenariat mondial pour mettre fin à la pauvreté et aux conflits, et favoriser la croissance économique du continent durant la prochaine décennie.

L'augmentation générale de la pauvreté sur la planète depuis les trente dernières années touche surtout l'Afrique, où 43 pays sur 53 souffrent de famine. La famine et la sécheresse sévissent périodiquement sur de vastes zones, d'où la dépendance massive des fermiers vis-à-vis d'une aide extérieure en matière de semences et de produits agricoles. Les ressources minérales sont exploitées par des firmes étrangères qui profitent d'avantages fiscaux et d'une corruption qui n'est un secret pour personne, pour éviter de réinvestir leurs profits sur place, aux dépens de l'économie locale et des capacités d'action de nombre de gouvernements du continent. L'absence d'une administration responsable conduit à la violence, aux conflits ethniques et aux guerres civiles.

Le fait que 45 % des Africains aient moins de 15 ans n'empêche pas ce continent de voir son potentiel productif diminué par la faim, le choléra, la fièvre jaune, la malaria, la tuberculose, la poliomyélite et de sida. Nombre de garçons et de jeunes hommes s'engagent comme soldats pour échapper aux ravages de la faim et de ces maladies, tandis que, de leur côté, les jeunes filles en bonne santé mais qui n'ont jamais fréquenté l'école n'ont d'autre choix que de fonder des familles nombreuses qu'elles

nourrissent à grand peine en tirant le peu que leur donne un sol ingrat. La part de l'Afrique dans le commerce mondial décline régulièrement depuis plusieurs décennies, ce qui la rend de plus en plus dépendante de l'aide extérieure. La population (environ 850 millions d'habitants) passera à 1,9 milliard d'ici 2055. Vu la tendance économique actuelle, le continent ne sera pas en mesure de les nourrir soit directement, soit faute des fonds lui permettant d'importer les produits et le matériel agricoles nécessaires pour assurer son indépendance. On ne saurait nier que l'Afrique a énormément souffert des conflits continuels, de la pauvreté endémique et de l'instabilité économique induits par le colonialisme - et également dus en grande partie à l'échec flagrant des tentatives post-coloniales faites pour lui venir en aide au cours de ce dernier demi-siècle. Autant de facteurs qui l'ont laissée dans un profond désespoir.

Pourtant, comme le souligne le rapport Blair, les signes d'espoir ne manquent pas. Les guerres inter-ethniques qui ont déchiré le continent sont en net déclin. De même que le nombre de dictatures. Au cours des cinq dernières années, deux tiers des pays africains ont pu tenir des élections multipartites (certaines, à l'évidence, plus libres que d'autres). Dans le même temps, les investissements dans les capacités de production se sont accrus, au point que 24 pays ont connu une croissance économique de 5 % en 2003. L'Afrique dispose d'une force de travail jeune, résolue à réaliser son potentiel et qui en sera d'autant plus capable qu'on lui donnera une chance de se procurer une nourriture adéquate, d'élever ses niveaux sanitaire et d'éducation ainsi que de formation professionnelle.

Les richesses minérales dont dispose ce continent sont considérables et largement sous-exploitées. Il a également la possibilité de doubler, voire tripler ses rendements agricoles, de nourrir ses peuples et d'étendre son accès aux marchés mondiaux - et même d'augmenter de manière importante ses exportations agricoles d'ici quelques dizaines d'années. Nombre de nations du continent ont lancé des programmes de développement de renforcement de la cohésion de l'Afrique : mise en place de 10 associations économiques régionales ; création d'une unité transnationale dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et du Nouveau partenariat

pour le développement de l'Afrique (NEPAD, mis en place au sommet de Johannesburg).

Le Plan Afrique

Notre Intérêt commun appelle à un nouveau partenariat entre l'Afrique et la communauté mondiale pour forger un plan de développement à long terme à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société africaine. Ce partenariat, reconnaissant que les meilleures solutions pour l'avenir et le progrès de ce continent ne peuvent venir que de lui-même, commencerait à laisser les Africains faire par eux-mêmes tout ce qui leur revient et qui leur est possible de faire. C'est ainsi qu'ils s'engageraient à :

- établir une gouvernance fiable, initier des réformes démocratiques, éradiquer la corruption, et mettre un terme aux conflits locaux et régionaux ;

- garantir les Droits de l'Homme, renforcer le règne du droit ;

- procurer une éducation primaire gratuite, améliorer les services de santé, étendre l'utilisation des engrais, améliorer la qualité du sol, doubler l'étendue des terres irriguées, assurer l'accès pour tous à l'eau potable et à des équipements sanitaires efficaces ;

- construire une infrastructure économique - logements, routes, réseau ferré, aéroports, réseaux électriques et de télécommunications - mettre en place des administrations qui soient plus à même d'absorber les flux de capitaux internationaux, encourager l'esprit d'entreprise et stimuler le commerce sur l'ensemble du continent.

Si l'Afrique accepte de lancer ces programmes, affirme le rapport, la communauté internationale l'aidera à réaliser d'autres réformes majeures. Les nations développées :

- annuleront la dette de l'ensemble des pays subsahariens ;

- porteront leur aide au développement jusqu'à 0,7 % de leur PNB (Produit national brut), jusqu'à ce que l'Afrique reçoive 25 milliards de dollars par an d'ici 2010, augmentés de 25 autres d'ici 2015, ce qui, à partir de 2015, en induirait 25 de plus par la seule activité africaine ainsi lancée ;

- stimuleront les investissements dans les domaines de la santé (10 milliards de dollars par an), de l'éducation (8 milliards annuels) et les infrastructures (10 milliards par an) ;

- augmenteront les fonds de lutte contre le sida jusqu'à 10 milliards par an d'ici 2010 ;

- créeront à partir des marchés de capitaux internationaux une Réserve financière internationale (RFI - *International Financing Facility*) destinée à lever des fonds supplémentaires d'aide au développement ;

- supprimeront, d'ici 2010, 365 milliards de dollars de subventions qu'elles versent à leurs agriculteurs, y compris immédiatement celles concernant le coton et le sucre ;

- abaisseront les tarifs douaniers et diminueront les autres mesures protectionnistes qui restreignent l'accès des produits africains aux marchés étrangers ;

- rapatrieront les fonds illégaux placés sur des comptes internationaux par certains régimes africains, et renforceront la transparence dans les transactions financières de façon à éliminer la corruption ;

- négocieront un traité international sur les ventes d'armes d'ici 2006 pour empêcher les pays occidentaux d'approvisionner les zones en conflits ;

- financeront à hauteur d'au moins 50 % le budget des efforts de paix de l'OUA et amélioreront la capacité des Nations unies de prévenir et résoudre les conflits.

Financièrement, l'Afrique contribuerait pour un tiers aux investissements nécessaires, les deux tiers restants étant apportés par la communauté internationale sous forme d'aide, d'investissements divers et d'assistance technique. Il en résulterait en quelques années, selon le rapport, une augmentation de la part du continent dans le commerce mondial, une élévation de son taux de croissance à 7 % d'ici 2010, ainsi, enfin, que la réalisation des Objectifs de développement du millénaire (ODM) que l'Onu s'était fixés pour réduire la pauvreté et favoriser le développement d'ici 2015.

Trop ambitieux ou pas assez ?

En dépit de son audace et de son côté pragmatique, la mise en œuvre de ce Plan est loin d'être assurée. Les ministres des finances du G8 ont ainsi rejeté, en février 2005, la proposition concernant un large, voire un total effacement de la dette.

L'Administration Bush a refusé de le soutenir, sous prétexte que l'Amérique aide déjà l'Afrique via son Fonds d'urgence pour le sida et sa participation au Compte destiné à financer les initiatives dans le

cadre du Projet du millénaire (Washington exigeant des nations en développement qui veulent en bénéficier qu'elles adoptent des règles démocratiques et soutiennent sa guerre contre le terrorisme). Il n'est pas davantage certain que le Congrès, trop préoccupé par l'augmentation des dépenses militaires, l'escalade du déficit budgétaire et paralysé par les querelles partisans, approuvera les mesures d'annulation, partielle ou totale, de la dette, le doublement de l'aide, la création de la RFI, et l'élimination des subventions agricoles. Le Canada et le Japon ne montrent guère plus d'enthousiasme pour augmenter leur assistance et la mise en place de ce RFI, tandis que la France, l'Allemagne et l'Italie ont exprimé de fortes réserves sur la réduction de leurs subventions agricoles.

Les multinationales, généralement favorables à un partenariat public-privé, émettent des doutes sur la régulation internationale officielle, qu'elles estiment peu fiable (même si le Plan Blair élude leur responsabilité dans la dégradation environnementale et sociale des pays en développement). Les ONG et les spécialistes des sociétés africaines ont manifesté leur scepticisme de voir adopter lors du sommet du G8 de cette année ce « nouvel agenda progressiste » (large diminution de la dette, doublement de l'aide extérieure et élimination des subventions que les pays riches versent à certains de leurs secteurs professionnels), et l'on ignore si la Russie, qui prendra la présidence du G8 en 2006, décidera de soutenir l'effort international proposé par le Plan Afrique. Qui plus est, l'opinion publique planétaire – la « seconde superpuissance mondiale » – qui a réagi si vivement contre l'injustice dans le monde lors de ses manifestations anti-guerre il y a deux ans, a été lente à prendre conscience que la fin de la pauvreté sur le continent africain n'est pas seulement une question d'équité internationale, mais concerne la sécurité, la paix et la prospérité de tous les habitants de la planète.

C'est pour ces raisons que certains observateurs jugent le Plan Blair trop radical et politiquement irréaliste. Mais pour d'autres, ses propositions ne vont pas assez loin. Faisant remarquer que le Plan de la Commission Brandt avait lié son programme d'aide d'urgence en faveur des pays en développement à une politique de restructuration en profondeur de l'économie mondiale, certains économistes émettent des doutes sur le succès des réformes préconisées par la Commission pour l'Afrique, dans la mesure où elles ne s'attaquent pas aux dysfonctionnements du système économique international. Pour eux, la mise en œuvre de ses propositions ne suffirait pas à rééquilibrer l'économie mondiale et, donc, à véritablement bénéficier aux pays en développement.

Les spécialistes en économie du développement affirment l'importance cruciale d'établir un lien entre la diminution, voire l'élimination de la dette, et l'éradication de la pauvreté. Mais même si des mesures étaient prises dans ce sens, de nouveaux prêts ne tarderaient pas à recréer de nouvelles échéances de remboursement, au point qu'on risquerait d'en revenir dans cinquante ans à la situation actuelle.

De même, toujours pour ces mêmes observateurs, les propositions faites de doubler l'aide *extérieure* et mettre fin à sa « conditionnalité » sont les bienvenues, mais sans un contrôle multilatéral de sa collecte et de sa distribution, les gouvernements seront toujours tentés d'en faire un élément de leurs politiques étrangères, de « lier » le montant de leurs interventions à des intérêts économiques, sans parler du risque persistant de voir les fonds alloués détournés par des récipiendaires cupides et avides de pouvoir.

Ils se montrent également sceptiques dans le domaine de la *finance* parce que, si le RFI proposé par le Plan Blair lèverait assez de fonds par l'émission de « bons » destinés au développement – bons garantissant des profits maxima pour des risques minima – de par le fonctionnement inhérent au capitalisme, les fonds investis dans ces bons auraient tendance à se porter sur les pays en développement les moins pauvres, laissant de côté le développement social et humain des plus pauvres tout en s'appropriant une partie des montants versés par les pays riches.

En ce qui concerne le *commerce*, ces mêmes spécialistes en économie du développement font remarquer que la proposition de supprimer 365 milliards de dollars de subventions agricoles et autres des pays riches serait bien plus utile, mais que ses effets pourraient se voir annulés si le FMI (Fond monétaire international), avec ses exigences de mise en place de politiques d'ajustement structurels, continuait à demander aux pays pauvres de démanteler leurs barrières douanières, qui seules permettent aux petits paysans des pays pauvres de vendre à juste prix leurs produits et d'avoir un accès équitable aux marchés mondiaux.

De même, la proposition de *rapatrier* les fonds illicites en Afrique est audacieuse, mais il n'existe pas d'instrument juridique ou politique qui permette d'obliger les banques internationales à identifier les comptes suspects ou les multinationales à arrêter de passer en toute opacité des marchés avec les hommes forts du continent – tandis qu'une foule d'autres problèmes demandent encore à être traité

dans le domaine de la finance mondiale, notamment les tendances permanentes à la spéculation, le manque de contrôle des transactions internationales, le caractère imprévisible et instable des flux d'investissements, la volatilité des taux de change, sans parler du manque d'un filet de sécurité pour les Etats lourdement endettés ou au bord de la cessation de paiement.

Une année pivot

Ces problèmes d'ordre systémiques mis à part, il faut bien commencer quelque part : et, d'une façon ou d'une autre, l'année 2005 marquera un tournant dans le développement mondial. Pour la première fois en 25 ans, la pauvreté réapparaît sur l'agenda international, et la communauté planétaire doit profiter de ce moment politique unique.

L'Afrique est plus qu'un test moral pour l'humanité - c'est une fenêtre d'opportunité inespérée pour le monde entier, l'occasion décisive de forger une gouvernance géo-démocratique et de coordonner l'économie internationale. Malgré ce qu'en disent ses détracteurs, le Plan Afrique pousse le politique à s'emparer au maximum de ce qu'il lui est actuellement possible de faire dans un domaine aujourd'hui régi par le marché ; et, pour peu que l'on assiste à un bon démarrage des efforts de développement en Afrique, on peut s'attendre à ce que suivent rapidement un Plan Marshall mondial ainsi que d'autres changements macro-économiques d'ordre planétaire.

Compte tenu de la réponse humanitaire massive qu'a suscitée le tsunami de décembre 2004, de la publication en mars du rapport de la Commission Afrique, de la discussion de ce Plan au Sommet du G8 et lors du Sommet européen de juin ; compte tenu de l'état des lieux qui sera fait au plus haut niveau en ce qui concerne les ODM en septembre et la reprise du cycle de négociations de Doha en décembre, cette année offre la meilleure occasion depuis les années 1980 à la communauté internationale de progresser sur les questions de la pauvreté et du développement. Il est vital que le mouvement mondial pour la paix et pour le développement durable, le monde du travail, les divers mouvements de la société civile, les réseaux politiques tissés au

niveau des gouvernements, les multinationales et les citoyens du monde s'unissent - cette année - pour faire entendre leurs appels en faveur de l'Afrique.

Si l'effet du Rapport Brandt a été si puissant et durable, celui du Plan Afrique peut l'être plus encore sur les pays africains, dans le domaine du développement international et sur l'établissement d'un programme économique mondial couvrant une bonne partie de ce siècle. Permettre au continent africain de mettre en place et de développer ses capacités productives et réaliser ainsi pleinement son potentiel humain, social et économique constitue un défi monumental, et même si ce vaste projet n'aboutit pas dans tous les domaines, le monde entier sera plus disposé en faveur de l'établissement du nouveau leadership que le Plan préconise pour l'Afrique et plus déterminé que jamais à changer en profondeur le sort des peuples de ce continent.

Il revient maintenant aux chefs d'Etat du monde développé de trouver le courage politique de mettre en œuvre ces recommandations, et à leurs opinions publiques de les soutenir sans réserve. Le temps est venu de mettre fin à la stagnation économique, de donner un autre cours à la lutte politique et de changer de fond en comble la vie sociale en Afrique. Soit le Plan Afrique deviendra un appel de clairon qui poussera notre génération à mobiliser sa volonté politique pour mettre fin à la pauvreté sur le continent africain, soit il sera le symbole honteux de notre échec à produire un changement réel, et condamnera les Africains à un avenir encore plus tragique que celui qu'ils connaissent aujourd'hui.

Afrique **Auteur** : James Bernard Quilligan, diplômé en science politique et communication. De 1980 à 1987, il a été directeur de la Commission de recherche Brandt, un organisme public de la Commission indépendante de développement international

Thématiques : [Sciences et santé](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Regard sur le monde](#) (Dans cette rubrique, Partage international met en lumière certains problèmes urgents qui nécessitent une nouvelle approche et des solutions durables.)